



Les recommandations de bonne pratique (RBP) en santé : quelle place pour les usager·ère·s ?

*Initier, co-construire ou contester l'élaboration de RBP :
dynamique entre usager·ère·s et professionnel·le·s*

En visioconférence le 8 octobre 2025, de 9h à 15h30

Présentation du séminaire

Selon la Haute Autorité de Santé, les « recommandations de bonne pratique » (RBP) (ou Clinical Practices Guidelines (CPG)) dans le champ de la santé prennent la forme d'outils mobilisables par les soignant·es et patient·es afin d'identifier les soins les plus appropriés et dans un « objectif d'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins ». La rédaction de RBP est une tâche qui est par essence interdisciplinaire ; conjuguant expertise médicale, connaissance en santé publique, et une compréhension des comportements sociaux — une dimension reflétée dans la méthode RPC (Recommandations pour la Pratique Clinique), qui mobilise, à chaque étape de son élaboration, des groupes de travail et de lecture composés de professionnel·le·s et chercheur·se·s en santé de diverses disciplines, de représentant·es d'usager·ère·s, et, le cas échéant, d'acteur·rice·s issu·e·s de la société civile ou d'agences publiques.

Séminaire interdisciplinaire organisé par des doctorant·e·s du Réseau doctoral en santé publique :
Briana DeStaffan, Joana Michel-Costa, Laura Pavicic, Raymond Van Huizen, Laurent Vouriot

Le réseau doctoral en santé publique est animé par l'EHESP

www.ehesp.fr/reseau-doctoral

Contact : doctorate@ehesp.fr

École des hautes études en santé publique
15, avenue du Pr-Léon-Bernard - CS 74 312 - 35 043 Rennes cedex
Tél. : +33 (0)2 99 02 22 00





Dans une approche de sociologie de la santé, les RBP s'inscrivent dans un processus de rationalisation de la pratique médicale et peuvent être abordées sous différents angles : processus d'élaboration, tensions et controverses sur les plans scientifique et managérial, difficultés et limites de leur application, reconfiguration des pratiques professionnelles . Ces dernières années différents champs de la santé ont été impactés par des crises sanitaires et des mouvements d'usager·ère·s, amenant à questionner les RBP et soulevant des enjeux de sur et sous médicalisation : crise Covid-19, progression de l'antibiorésistance, dénonciation des violences obstétricales. Si la médicalisation – en tant que processus d'institutionnalisation de la médecine et d'élargissement de l'accès à ses soins – est souvent perçue comme un progrès social dans une approche de santé publique, elle fait aussi régulièrement l'objet de contestations de la part des usager·ère·s, qu'il s'agisse de dénoncer son absence ou de contester ses excès. Quelle est alors leur place dans l'élaboration des RBP ? C'est cette interrogation qui guidera le séminaire, et qui sera déclinée en plusieurs questions.

Comment les contestations des usager·ère·s sont-elles exprimées, et comment se matérialisent-elles dans l'élaboration des RBP ? C'est en nous intéressant au champ de l'obstétrique et plus précisément à la prise en charge des accouchements par voie basse en France que nous aborderons cet enjeu.

Deuxièmement, **comment trouver un équilibre entre usagers·ère·s, prescripteurs·rice·s et rédacteur·trice·s des RBP ?** A travers la crise de l'antibiorésistance, conséquence de la surconsommation d'antibiotiques, nous analyserons comment concilier la demande des patient·e·s et la responsabilité des professionnel·le·s de la santé.

Finalement, **que se passe-t-il pour les usager·ère·s quand les RBP n'existent pas encore?** L'exemple des personnes trans nous permettront de traiter ce troisième axe.

Séminaire interdisciplinaire organisé par des doctorant·e·s du Réseau doctoral en santé publique :
Briana DeStaffan, Joana Michel-Costa, Laura Pavicic, Raymond Van Huizen, Laurent Vouriot



Il s'agira dans un premier temps d'aborder les débats portés par les usager·ère·s concernant la sur-médicalisation dans le domaine de l'obstétrique, dont la spécificité est de traiter un processus qui s'avère majoritairement non-pathologique. La France est un des pays européens ayant le taux de péridurale le plus élevé en Europe (82,7% en 2021).

En revanche, la dernière Enquête Périnatale (2021) révèle une baisse du taux de rupture artificielle des membranes, de l'administration d'oxytocine et du taux d'épisiotomie, conformément aux recommandations. Pourtant, une part non négligeable des femmes « ont un mauvais voire très mauvais vécu de leur accouchement » (11,7%) et elles sont autour de 10% à rapporter avoir été exposées « parfois ou souvent pendant leur grossesse, leur accouchement ou le séjour à la maternité à des paroles ou attitudes inappropriées, de la part des soignants, et environ 7% à des gestes inappropriés ». De plus, le pourcentage de femmes ayant rédigé un projet de naissance est passé de 3,7% en 2016 à 10,2% en 2021, reflétant une volonté croissante d'agentivité dans leur expérience d'accouchement. Une dynamique également visible dans les récentes mobilisations d'usagères concernant les violences obstétricales et l'élargissement de l'offre en termes de lieux d'accouchement (accouchement à domicile, maisons de naissance, pôles physiologiques). Ce séminaire nous permettra d'explorer la façon dont les recommandations concernant l'accouchement par voie basse (HAS, Accouchement normal : accompagnement de la physiologie et interventions médicales) – qui concerne 78,6% des naissances – sont établies, appliquées par les professionnel·les de santé et vécues par les femmes, en abordant notamment les tensions générées par la (non-)application de ces RBP.

Séminaire interdisciplinaire organisé par des doctorant·e·s du Réseau doctoral en santé publique :
Briana DeStaffan, Joana Michel-Costa, Laura Pavicic, Raymond Van Huizen, Laurent Vouriot

Le réseau doctoral en santé publique est animé par l'EHESP

www.ehesp.fr/reseau-doctoral

Contact : doctorate@ehesp.fr

École des hautes études en santé publique
15, avenue du Pr-Léon-Bernard - CS 74 312 - 35 043 Rennes cedex
Tél. : +33 (0)2 99 02 22 00





Le second axe permettra lui aussi d'aborder les tensions entre élaboration et application sur le terrain, à travers la problématique de l'antibiorésistance, une épidémie silencieuse où la lutte repose avant tout sur une application rigoureuse de RBP, mais où des questions subsistent quant à leur adéquation et leur mise en œuvre sur le terrain. La résistance aux antibiotiques a été qualifiée par l'OMS comme l'une des menaces les plus graves pour la santé mondiale. Alors que l'optimisation des prescriptions d'antibiotiques est essentielle pour lutter contre les souches résistantes, la pratique médicale actuelle nécessite une identification fastidieuse et longue des agents pathogènes, une tâche complexe même pour un clinicien expérimenté.

Cette lutte passe aussi par la sensibilisation des patient·e : l'automédication et la demande systématique « au cas où » témoignent d'une méconnaissance de ces enjeux, nécessitant une éducation ciblée. La lutte contre l'antibiorésistance repose donc sur l'élaboration et l'application de bonnes pratiques en matière de prescription (antimicrobial stewardship) mais aussi une communication entre patient·e et soignant·e avec l'appui d'organismes de santé publique pour éduquer et déconstruire les idées reçues. Ce séminaire sera l'occasion d'explorer les principes clés de ces bonnes pratiques, tout en abordant les multiples dimensions de l'antibiorésistance : de ses impacts globaux aux interactions environnementales, sans oublier les défis spécifiques aux contextes humanitaires.

Séminaire interdisciplinaire organisé par des doctorant·e·s du Réseau doctoral en santé publique :
Briana DeStaffan, Joana Michel-Costa, Laura Pavicic, Raymond Van Huizen, Laurent Vouriot

Le réseau doctoral en santé publique est animé par l'EHESP

www.ehesp.fr/reseau-doctoral

Contact : doctorate@ehesp.fr

École des hautes études en santé publique
15, avenue du Pr-Léon-Bernard - CS 74 312 - 35 043 Rennes cedex
Tél. : +33 (0)2 99 02 22 00





Finalement, à travers la santé des personnes transgenres, le troisième axe nous permettra d'explorer les dynamiques et les conséquences de l'absence de recommandations de bonne pratique (RBP) nationales, tout en abordant le processus spécifique de leur construction en l'absence de référence nationale. En contraste avec les premiers axes, qui portent sur des domaines où des RBP sont déjà en place, il ne s'agira pas ici d'une simple révision ou actualisation, mais d'un processus d'élaboration confronté à des enjeux méthodologiques, politiques, médiatiques et épistémologiques dans un contexte de vide normatif.

En l'absence de références nationales, c'est sur l'expertise communautaire et la recherche de sources alternatives que les usager·ère·s doivent s'appuyer. Ce volet se concentrera sur les conséquences concrètes de cette absence normative : variabilité importante des pratiques, inégalités territoriales, incertitudes cliniques, et recours à l'auto-médication ou à l'expertise profane.

En mobilisant l'exemple de la santé transgenre – ou il n'y avait pas de RBP jusqu'à juillet 2025 – ce volet apportera une perspective complémentaire et transversale : il mettra en lumière les dynamiques d'inclusion, les rapports au savoir expert, et les tensions entre sur- et sous-médicalisation dans un champ où la normativité biomédicale est en pleine recomposition.

Il s'agira ainsi de poser un regard critique sur les conditions de production des normes de soin, en insistant sur les liens entre qualité, accessibilité et reconnaissance des savoirs minoritaires.

Dans chacun de ces axes, il s'agira de croiser les approches afin d'interroger les tensions entre l'élaboration, l'application et les résultats de ces RBP à travers l'expertise de clinicien·ne·s, chercheur·euse·s et usager·ère·s.

Séminaire interdisciplinaire organisé par des doctorant·e·s du Réseau doctoral en santé publique :
Briana DeStaffan, Joana Michel-Costa, Laura Pavicic, Raymond Van Huizen, Laurent Vouriot

Le réseau doctoral en santé publique est animé par l'EHESP

www.ehesp.fr/reseau-doctoral

Contact : doctorate@ehesp.fr

École des hautes études en santé publique
15, avenue du Pr-Léon-Bernard - CS 74 312 - 35 043 Rennes cedex
Tél. : +33 (0)2 99 02 22 00



Université
de Rennes